

# DORMIRA JAMAIS

" Tout est près. Les pires conditions matérielles sont excellentes. Les bois sont blancs ou noirs. On ne dormira jamais." André Breton, Manifeste du surréalisme, 1924.

## LA STRATÉGIE DU CHOC (EXTRAITS), PAR NAOMI KLEIN.

Tenir une idéologie pour responsable des crimes commis en son nom: l'entreprise exige beaucoup de prudence. Il est trop facile d'affirmer que ceux dont nous ne partageons pas le point de vue sont non seulement dans l'erreur, mais de plus tyranniques, fascistes, génocidaires. Il est vrai également que certaines idéologies représentent un danger pour le public et doivent être identifiées comme telles. On songe en particulier à la fermeture des idéologies fondamentalistes, incapables de coexister avec d'autres systèmes de croyance; leurs disciples dénoncent la diversité et exigent de disposer d'une liberté absolue pour installer leur modèle parfait. Ils veulent détruire le monde tel qu'on le connaît pour faire place à leur invention de puristes. Cette logique, nourrie des fantasmes bibliques du déluge et du grand incendie, conduit inéluctablement à la violence. Les idéologies qui aspirent à cette impossible « table rase », condition qu'on ne peut obtenir qu'au prix d'un cataclysme, sont dangereuses.

Habituellement, ce sont les idéologies religieuses et radicales extrêmes qui proposent l'oblitération de cultures et de peuples entiers comme condition de l'avènement d'un monde nouveau, épuré. Depuis l'effondrement de l'Union Soviétique, toutefois, on a pris conscience des crimes ignobles commis au nom du communisme. (...) Partout dans le monde, des spécialistes participent à des débats enflammés et se demandent si les atrocités sont imputables à l'idéologie proprement dite ou aux aberrations de ses tenants, dont Staline, Ceausescu, Mao et Pol Pot.

(...) Il ne s'ensuit pas nécessairement que toutes les formes de communisme sont par nature génocidaires, comme autant l'ont affirmé avec jubilation, mais c'est indiscutablement une interprétation de la théorie communiste doctrinaire, autoritaire et hostile au pluralisme qui explique les purges de Staline et les camps de rééducation de Mao. Le communisme autoritaire porte -et devrait porter- les stigmates de ces laboratoires du réel.

Qu'en est-il, cela étant, de la croisade menée pour la libéralisation des marchés? On n'a jamais qualifié de crimes capitalistes les coups d'État, les guerres et les massacres qui avaient pour but d'installer et de maintenir en place des régimes favorables à la libre entreprise. Pour les expliquer, on invoque plutôt les excès de dictateurs trop zèles ou les « fronts chauds » de la Guerre Froide et, aujourd'hui, de la guerre contre le terrorisme. Quand les plus fervents opposants du modèle économique corporatiste sont éliminés systématiquement, comme ils l'ont été en Argentine dans les années 1970 et comme ils le sont à présent en Irak, on fait allusion au sale boulot que suppose la lutte contre le communisme ou le terrorisme -et presque jamais à la lutte en faveur de l'avancement du capitalisme à l'état pur.

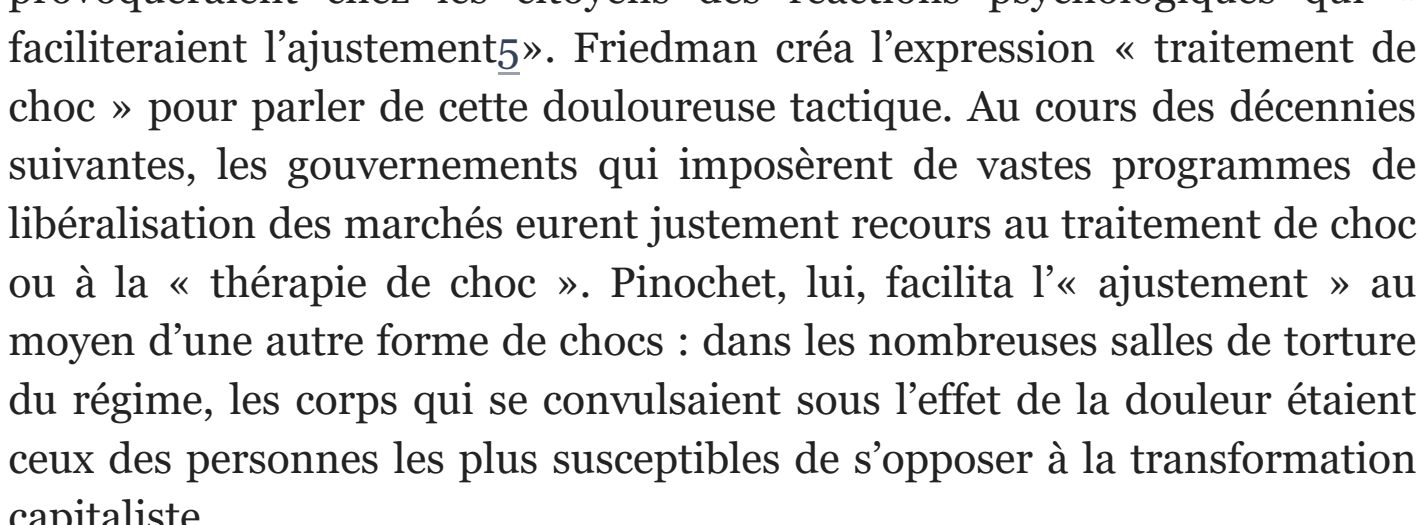
Je ne dis pas que les régimes capitalistes sont par nature violent. Il est tout à fait possible de mettre en place une économie de marché n'exigeant ni une telle brutalité ni une telle pureté idéologique. La libre circulation des biens de consommation peut très bien cohabiter avec des services de santé publics et gratuits, des écoles publiques et l'assujettissement de vastes pans de l'économie -une société pétrolière nationale, par exemple- au contrôle de l'État. De la même façon, il est tout à fait possible de contraindre les employeurs à verser des salaires décents et à respecter le droit à la syndicalisation des travailleurs, cependant que les gouvernements prélèvent des impôts et redistribuent la richesse de manière à réduire les inégalités marquées qui caractérisent l'État corporatiste. Rien ne dit que les marchés doivent être fondamentalistes. (...) Le capitalisme prôné par l'École de Chicago a effectivement un point commun avec d'autres idéologies dangereuses: la recherche d'une pureté inaccessible, d'une table rase à partir de laquelle bâtir une société modèe entièrement revue et corrigée.

(En 2005), parmi ceux pour qui les eaux de crue de La Nouvelle-Orléans étaient synonymes de « superbes occasions » se trouvait Milton Friedman, grand gourou du mouvement en faveur du capitalisme sans entraves. C'est à lui qu'on attribue la paternité du credo de l'économie mondialisée contemporaine, caractérisée par l'hypermobilité. Âgé de 93 ans et de santé fragile, « Oncle Mittie », ainsi que l'appelaient ses partisans, trouva malgré tout la force d'écrire un article pour la page d'opinions du *Wall Street Journal*, trois mois après l'effondrement des digues : « La plupart des écoles de La Nouvelle-Orléans sont en ruine, faisait-il observer, au même titre que les maisons des élèves qui les fréquentaient. Ces enfants sont aujourd'hui éparpillés aux quatre coins du pays. C'est une tragédie. C'est aussi une occasion de transformer de façon radicale le système d'éducation. »1

L'idée radicale de Friedman se résume comme suit : au lieu d'affecter à la nenne en état et au renforcement du réseau des écoles publiques de La Nouvelle-Orléans une partie des milliards de dollars prévus pour la reconstruction de la ville, le gouvernement devrait accorder aux familles des « bons d'études » donnant accès à des écoles privées (dont bon nombre à but lucratif) subventionnées par l'État. Il était essentiel, selon Friedman, que ce changement fondamental constitue non pas une solution provisoire, mais au contraire une « réforme permanente2 ». (...) Aux yeux de Milton Friedman, (...) l'idée même d'un réseau d'écoles administré par l'État empest le socialisme. Pour lui, l'État a pour unique fonction « de protéger notre liberté contre ses ennemis extérieurs et contre nos concitoyens eux-mêmes : il fait régner la loi et l'ordre, il fait respecter les contrats privés, et il favorise la concurrence». En d'autres termes, il s'agit de fournir les policiers et les soldats – tout le reste, y compris l'éducation publique gratuite, n'est qu'ingérence au sein des marchés.

Contrairement à la réfection des digues et au rétablissement du réseau éleetrique, la vente aux enchères du réseau scolaire de La Nouvelle-Orléans s'effectua avec une rapidité et une précision toutes militaires. Dix-neuf mois après les inondations, alors que la plupart des pauvres de la ville étaient encore en exil, presque toutes les écoles publiques de La Nouvelle-Orléans avaient été remplacées par des écoles à charte exploitées par le secteur privé. Avant l'ouragan Katrina, le conseil scolaire comptait 123 écoles ; il n'en restait plus que 4. Il y avait alors 7 écoles à charte ; elles étaient désormais 317. Les instituteurs de La Nouvelle-Orléans étaient représentés par un syndicat puissant ; leur convention collective était dorénavant réduite en lambeaux, et les quelque 4 700 membres du syndicat licenciés. Certains jeunes instituteurs furent réembauchés par les nouvelles écoles à charte, où ils touchaient un salaire nettement inférieur qu'auparavant. Bien d'autres n'eurent pas cette chance.

(...)J'appelle « capitalisme du désastre » ce type d'opération consistant à lancer des raids systématiques contre la sphère publique au lendemain de cataclysmes et à traiter ces derniers comme des occasions d'engranger des profits. L'intervention de Friedman sur La Nouvelle-Orléans contenait son ultime recommandation publique : en effet, il mourut moins d'un an plus tard, le 16 novembre 2006, à l'âge de 94 ans. La privatisation du réseau d'écoles publiques d'une ville américaine de taille moyenne peut passer pour un enjeu modeste, s'agissant d'un homme considéré comme l'économiste le plus influent de la deuxième moitié du siècle dernier. Friedman comptait parmi ses disciples quelques présidents des États-Unis, des premiers 15 ministres britanniques, des oligarques russes, des ministres des Finances polonais, des dictateurs du tiers-monde, des secrétaires du Parti communiste chinois, des administrateurs du Fonds monétaire international et les trois derniers chefs de la Réserve fédérale des États-Unis. Pourtant, sa détermination à profiter de la crise de La Nouvelle-Orléans pour faire progresser une version fondamentaliste du capitalisme signalait à merveille les adieux de ce professeur énergique d'un mètre cinquante-sept à peine qui, dans ses jeunes années, s'était décrit lui-même « comme un prédicateur à la mode d'autrefois en train de prononcer le sermon du dimanche »4. Pendant plus de trois décennies, Friedman et ses puissants disciples avaient perfectionné leur stratégie : attendre une crise de grande envergure, puis, pendant que les citoyens sont encore sous le choc, vendre l'État, morceau par morceau, à des intérêts privés avant de s'arranger pour pérenniser les « réformes » à la hâte. Dans l'un de ses essais les plus influents, Friedman définit le remède universel que propose le capitalisme moderne et énonce ce que j'en suis venue à considérer comme la « stratégie du choc ». « Seule une crise – réelle ou supposée – peut produire des changements, fait-il observer. Lorsqu'elle se produit, les mesures à prendre dépendent des idées alors en vigueur. Telle est, me semble-t-il, notre véritable fonction : trouver des solutions de rechange aux politiques existantes et les entretenir jusqu'à ce que des notions politiquement impossibles deviennent politiquement inévitables. »



Pinochet et les hommes de la Junte, le 19 septembre 1973, huit jours après le coup d'état et le suicide de Salvador Allende.

(...) Selon Friedman, « un nouveau gouvernement jouit d'une période de six à neuf mois au cours de laquelle il peut opérer des changements fondamentaux. S'il n'en profite pas pour agir avec détermination, une telle occasion ne se représentera plus ». Variations sur un thème cher à Machiavel, selon qui le mal devait « se faire tout d'une fois », cette idée constitue l'un des legs stratégiques les plus durables de Friedman. C'est au milieu des années 1970, à l'époque où il conseillait le général Augusto Pinochet, dictateur chilien, que Friedman eut pour la première fois l'occasion d'exploiter un choc ou une crise de grande envergure. Au lendemain du violent coup d'État orchestré par Pinochet, les Chiliens étaient sans contredit en état de choc. De plus, le pays était aux prises avec les traumatismes causés par une hyperinflation galopante. Friedman conseilla à Pinochet de procéder aussitôt à une transformation en profondeur de l'économie – réductions d'impôts, libéralisation des échanges commerciaux, privatisation des services, diminution des dépenses sociales et déréglementation. Bientôt, les Chiliens virent même leurs écoles publiques remplacées par des écoles privées auxquelles donnaient accès des bons d'études. C'était la métamorphose capitaliste la plus extrême jamais tentée. On parla désormais de la révolution de l'« école de Chicago », de nombreux économistes de Pinochet ayant étudié à l'université de Chicago sous la direction de Friedman. Ce dernier prédiait que la soudaineté et l'ampleur des changements économiques provoqueraient chez les citoyens des réactions psychologiques qui « faciliteraient l'ajustement». Friedman crâs l'expression « traitement de choc » pour parler de cette douloureuse tactique. Au cours des décennies suivantes, les gouvernements qui imposèrent de vastes programmes de libéralisation des marchés eurent justement recours au traitement de choc ou à la « thérapie de choc ». Pinochet, lui, facilita l'« ajustement » au moyen d'une autre forme de choc : dans les nombreuses salles de torture du régime, les corps qui se convulsaient sous l'effet de la douleur étaient ceux des personnes les plus susceptibles de s'opposer à la transformation capitaliste.

En Amérique latine, nombreux sont ceux qui établissent un lien direct entre les chocs économiques qui se solèrent par l'appauvrissement de millions de personnes et l'épidémie de tortures qui punirent dans leur chair des centaines de milliers de personnes qui rêvaient d'une autre forme de société. D'où la question posée par l'écrivain uruguayen Eduardo Galeano : « Comment préserver cette inégalité autrement que par des décharges électriques ? » Exactement trente ans après que ces trois formes de chocs eurent frappé le Chili, la formule reprend du service en Irak, de façon beaucoup plus violente. Il y eut d'abord la guerre, qui, selon les auteurs de la doctrine militaire des États-Unis *Shock and Awe* (parfois traduite par « choc et effroi »), avait pour but « de contrôler la volonté, les perceptions et la compréhension de l'adversaire et de le priver de toute capacité à agir et à réagir ». Vint ensuite la thérapie de choc économique, imposée, à l'heure où le pays brûlait toujours, par l'émisairier chef des États-Unis, L. Paul Bremer : privatisations massives, libre-échange sans restrictions, taux d'imposition uniforme de 15%, réduction spectaculaire de l'appareil d'État. Le ministre du Commerce par intérim de l'Irak, Ali Abdel-Amir Allaoui, déclara à l'époque que ses compatriotes en avaient « assez de servir de cobayes à des expériences. Après tous les chocs auxquels le système a été soumis, ils n'ont pas du tout envie que l'économie subisse le même sort ». En cas de résistance, les Irakiens étaient arrêtés et jetés dans des prisons où leur corps et leur esprit subissaient d'autres chocs, ceux-ci beaucoup moins métaphoriques.

Après les attentats du 11 septembre, Washington s'estima dispensé de demander aux pays concernés s'ils voulaient bien « du libre-échange et de la démocratie » à la mode États-unienne ; il recourut simplement à la force militaire inspirée de la doctrine « choc et effroi ». En réfléchissant à la progression de cette vision des marchés qui règne désormais un peu partout sur la planète, je me rendais toutefois compte que l'idée d'exploiter les crises et les désastres était le modus operandi du mouvement de Milton Friedman depuis ses débuts – de tout temps, cette forme de capitalisme fondamentaliste a dû compter sur les catastrophes pour progresser. Les catastrophes « facilitatrices » se font maintenant plus destructrices et plus horribles, sans doute, mais la situation observée en Irak et à La Nouvelle-Orléans n'est pas le fruit d'une nouvelle invention consécutive au 11 septembre. Au contraire, l'exploitation effrontée des crises est l'aboutissement de trois décennies d'application stricte de la stratégie du choc. Vues sous cette optique, les trente-cinq dernières années apparaissent sous un jour sensiblement différent. On avait jusque-là tendance à voir certaines des violations les plus flagrantes des droits de l'homme comme des actes sadiques dont se rendaient coupables des régimes antidémocratiques. En fait, il s'agissait plutôt de mesures prises dans le dessein de terroriser la population et de préparer le terrain à l'introduction de « réformes » radicales axées sur la libéralisation des marchés. Dans l'Argentine des années 1970, la junte fit « disparaître » 30 000 personnes, pour la plupart des militants de gauche, afin d'imposer les politiques de l'école de Chicago ; à la même époque, le Chili eut recours à la terreur pour accomplir sa métamorphose économiqe. Dans la Chine de 1989, le massacre de la place Tiananmen et l'arrestation de dizaines de milliers de personnes permirent aux communistes de transformer une bonne partie du pays en une gigantesque zone d'exportation, où travaillèrent des salaires trop réduits pour faire valoir leurs droits. Dans la Russie de 1993, la décision prise par Boris Eltsine de lancer les chars d'assaut contre le Parlement et de faire emprisonner les chefs de l'opposition pava la voie à la privatisation précipitée qui engendra les célèbres oligarques du pays.

Au Royaume-Uni, la guerre des Malouines, survenue en 1982, eut le même effet : le désordre et l'élan nationaliste nés de la guerre permirent à Margaret Thatcher d'écourir à une force extraordinaire pour étouffer la grève des mineurs du charbon et lancer la première vague de privatisations effrénées en Occident. En 1999, les bombardements de Belgrade par l'OTAN créèrent des conditions favorables à des privatisations rapides en ex-Yougoslavie – objectif du reste antérieur à la guerre. La politique économiqe que le fut pas le seul facteur à l'origine de ces conflits, bien sûr, mais chacun de ces chocs collectifs servit à préparer le terrain au traitement de choc économique. Les traumatismes ayant servi à affaiblir les résistances ne furent du reste pas toujours ouvertement violents.

(...) En Amérique latine et en Afrique, dans les années 1980, c'est la crise de l'endettement qui obligea les pays « à privatiser ou à crever », selon la formule d'un ex-représentant du FMI6. Minés par l'hyperinflation et trop endettés pour dire non aux exigences dont s'assortissaient les nouveaux prêts, des gouvernements acceptèrent le traitement de choc dans l'espoir qu'il les préserverait de l'effondrement. En Asie, c'est la crise financière de 1997-1998 – presque aussi dévastatrice que la Grande Dépression – qui affaiblit les « tigres » asiatiques et les obligea à ouvrir leurs marchés à ce que le New York Times appela la « plus grande vente de faille du monde7 ». Bon nombre de ces pays étaient des democratie, mais les transformations radicales visant la libéralisation des marchés ne furent pas imposées de façon démocratique. En fait, ce fut exactement le contraire : conformément aux prévisions de Friedman, le climat de crise généralisée permettait de faire fi de la volonté des électeurs et de céder le pays aux « technocrates » de l'économie. Dans certains cas, bien entendu, l'adoption des politiques de libéralisation des marchés se fit de façon démocratique, quelques politiciens ayant été portés au pouvoir malgré des programmes draconiens : Nicolas Sarkozy en France en constituent des exemples frappants. Dans de tels cas, cependant, les crises du libéralisme économique se heurtèrent à l'opposition du public et doivent adoucir ou modifier leurs projets radicaux, accepter les changements à la pièce plutôt qu'une reconversion totale. On voit bien que le modèle économique de Friedman, s'il est en partie compatible avec la démocratie, a besoin de conditions totalitaires pour être imposé dans son expression la plus pure.

Pour que le traitement de choc économique soit appliqué sans contrainte – comme ce fut le cas au Chili dans les années 1970, en Chine à la fin des années 1980, en Russie dans les années 1990 et aux États-Unis au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 –, on doit compter sur un traumatisme collectif majeur, lequel entrave ou supprime provisoirement l'application des principes démocratiques. Cette croisade idéologique prit naissance au sein des régimes autoritaires d'Amérique du Sud ; dans les territoires nouvellement conquis – la Russie et la Chine –, elle cohabite encore aujourd'hui, sans difficulté et de façon rentable, avec un régime à la poigne de fer.

(...)

Dans le déluge de mots écrits en hommage à Milton Friedman après sa mort, on souligna à peine l'importance que revêtent les chocs et les crises pour l'avancement de sa vision du monde. Le décès de l'économiste fut plutôt l'occasion de récrire l'histoire officielle et de rappeler que le capitalisme radical qu'il prônait faisait désormais figure d'orthodoxie gouvernementale dans presque tous les coins du monde. C'était un véritable conte de fées, débarrassé des violences et des contraintes si intiment mêlées à cette croisade. Elle représente à n'en pas douter la campagne de propagande la mieux réussie des trois dernières décennies. L'histoire va comme suit.

Pendant toute sa vie, Friedman livra une pacifique bataille d'idées à ceux qui soutenaient que les gouvernements avaient la responsabilité d'intervenir au sein des marchés afin d'en émousser les aspérités. Il était d'avis que l'Histoire avec un grand H avait "commencé du mauvais pied" lorsque des politiciens avaient porté l'oreille à John Maynard Keynes, l'intellectuel à l'origine du "New Deal" et de l'État-providence moderne. À la suite du krach de 1929, un solide consensus avait émergé: le laisser-faire était un échec et les gouvernements avaient l'obligation d'intervenir dans l'économie afin de redistribuer la richesse et de réglementer les entreprises. Pendant ces années sombres pour la doctrine du laisser-faire durant lesquelles le communisme faisait la conquête de l'Est, que l'Occident misait sur l'État-providence et que le nationalisme économique s'enracinait dans le Sud post-colonial -, Friedman et son maître à penser, Friedrich Hayek, entretenirent patiemment la flamme du capitalisme à l'état pur en la défendant contre les tentatives keynésiennes de mettre les richesses en commun pour créer des sociétés plus justes.

"Selon moi, écrivait Friedman dans une lettre adressée à Pinochet en 1975, l'erreur principale fut de croire qu'il était possible de faire le bien avec l'argent des autres." Peu l'écoutèrent; la plupart des gens étaient d'avis que les gouvernements pouvaient et devaient faire le bien. Dans un article détaillé du magazine Time de 1969, on décrivit Friedman comme un "tutin ou un esquisseur", un prophète adulté par une poignée d'idés. Friedman passa donc des décennies dans une sorte d'exil intellectuel. Vint enfin les années 1980 et les régnes de Margaret Thatcher (qui qualifia l'économiste de "combattant pour la liberté intellectuelle"), et de Ronald Reagan (qu'accompagnait, pendant la campagne présidentielle, un ex-élève de Capitalisme et liberté, véritable manifeste de Friedman). Enfin, des dirigeants politiques avaient le courage d'imposer dans le vrai monde des marchés libres de toute entrave. Selon cette histoire officielle, la libéralisation pacifique et démocratique de leurs marchés respectifs par Reagan et Thatcher fut suivie d'une période de prospérité et de liberté si enviables que, au moment de l'effondrement des dictatures, de Manille à Berlin, les masses exigèrent la doctrine économique de Reagan en plus de leurs Big Macs.

Lorsque l'Union soviétique s'effondra enfin, les habitants de l'Empire du mal" se montrèrent eux aussi empressés de participer à la révolution ourdie par Friedman, au même titre que les communistes devenus capitalistes de la Chine. Plus rien ne s'opposait donc à la création d'un véritable marché mondial, au sein duquel les entreprises nouvellement libérées auraient les coudées franches à l'intérieur de leurs pays respectifs, et, de surcroît, seraient libres de franchir les frontières sans contraintes et de répandre la prospérité partout dans le monde. Concernant le fonctionnement de la société, un double consensus s'affirmait à présent: il convenait que les dirigeants politiques fussent élus et que les économies fussent administrées selon les préceptes de Friedman. C'était, ainsi que l'écrivit Francis Fukuyama, "la fin de l'histoire", "le point final de l'évolution idéologique de l'humanité". Au moment de la mort de Friedman, on écrivit dans le magazine Fortune qu'il "avait entraîné à sa suite la marée de l'histoire". Le Congrès des États-Unis adopta une résolution dans laquelle Friedman était présenté comme "l'un des plus grands défenseurs de la liberté, non seulement dans le domaine économique, mais sur tous les plans". Le gouvernement de la Californie, Arnold Schwarzenegger, fit du 29 janvier 2007 la "journée Milton Friedman" dans tout l'État, et plusieurs villes, petites ou grandes, l'imitèrent. Un titre du Wall Street Journal résuma à merveille ce récit épuré: "Monsieur Liberté".

Extrait de Naomi Klein, *La Stratégie du choc, La montée d'un capitalisme du désastre*, Léméac éditeur, Arles, 2008. Traduit de l'anglais (Canada) par Lori Saint-Martin et Paul Gagné. Édition de poche, Actes Sud, Babel, 2010.

#### Pour aller plus loin:

- Un film de Michael Winterbottom et Mat Whitecross donne un aperçu en 88 minutes des 860 pages de l'ouvrage de Naomi Klein - malgré les vives critiques de l'auteur. On pourra le consulter ici en version originale sous-titrée.
- Longs entretiens avec Naomi Klein sur le site de la Télélibre.
- Un prolongement de l'analyse de Naomi Klein dans le livre de Bernard Stiegler, *États de choc, Bêtise et savoir au XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Mille et une nuits, 2012.
- Une autre approche des crimes du capitalisme « pur », dès le dix-neuvième siècle: Famines, libre-échange et colonisation.
- Sur une approche complémentarité -et non contradictoire-, de la mise en place des dictatures en Amérique latine, voir le livre de Marie Monique Robin, *Les escadrons de la mort, l'école Française*, Paris, La Découverte, 2004, ainsi que l'entretien donné par l'auteur à la Ligue des droits de l'homme de Toulon.
- L'analyse de Daniel Schneidermann sur une tentative manquée de récupération des attentats de Toulouse de mars 2012. Nous sommes là, évidemment, en présence d'un cas très isolé, peu susceptible de générer une peur massive, mais l'absence d'effet a même à court terme sur la campagne est révélateur aussi d'une « vaccination » progressive des électeurs.
- Quelques réflexions de Guy Debord sur le terrorisme.
- Sur l'exemple italien: Gerardo Maffei, *Silvio's glam democracy*, Le Félin, Paris.

#### Partager sur:

- « The Promise of Vouchers », Wall Street Journal, le 5 décembre 2005. [2]
- Ibid. [2]
- Milton Friedman, assisté de Rose D. Friedman, *Capitalisme et liberté*, traduit de l'anglais par A. M. Charno, Éditions Robert Laffont, "Le monde qui se fait", Paris, 1971, p. 14 [2]
- Lifton, Friedman, *Inflation : Causes and Consequences*, Asia Publishing House, New York, 1963, p. 1 [2]
- Milton Friedman et Rose D. Friedman, *Two Lucky People. Memoirs*, University of Chicago Press, Chicago, 1968, p. 50 [2]
- Davidson L. Budhoo, *Enough Is Enough, Dear Mr. Camdessus... Open Letter of Resignation to the Managing Director of the International Monetary Fund*, New Horizons Press, New York, 1990, p. 102 [2]
- Michael Lewis, « The World's Biggest Get-Out-Of-Business Sale », The New York Times Magazine, le 21 mai 1998 [2]